

Maze : adieux intrigants pour le ransomware star de l'année 2020

Le « cartel Maze » a-t-il jamais existé ? Uniquement dans l'esprit de ceux qui en ont parlé, à en croire un communiqué récemment publié sur le « site vitrine » du *ransomware*.

Cette déclaration, signée de « l'équipe Maze », va à l'encontre de ce qu'avait pu [constater](#) la presse spécialisée. En l'occurrence, un « partage d'expérience et de plate-forme » avec le groupe cybercriminel LockBit. Et une volonté – [prétendument affirmée](#) – de coopération avec d'autres.

Au-delà de la question du cartel, le communiqué officialise la **fin de Maze**. « *Tout lien vers notre projet, tout usage de notre marque et de nos méthodes doit être considéré comme une arnaque* », peut-on lire.

The Project is closed.

Maze Team Project is announcing it is officially closed.

All the links to our project, using of our brand, our work methods should be considered to be a scam.

« *Jamais nous n'avons eu de partenaires ou de successeurs désignés* », ajoute l'équipe Maze. Et d'inviter les entreprises victimes à se manifester sous un mois si elles souhaitent la dépublication de leurs données.

Maze : une vision du monde

La suite est un pamphlet contre la numérisation du monde. Elle fait écho à l'un des premiers communiqués qu'avait diffusés le groupe Maze. C'était en mars dernier. Le monde moderne y était comparé à une « matrice géante de données personnelles, commerciales et scientifiques ». « *Ceux qui devraient veiller à sa sûreté sont des irresponsables* », nous expliquait-on, entre deux références à Edward Snowden et à Julian Assange.

Le contexte posé, les pirates érigent leurs méfaits sur l'autel d'une entreprise de sensibilisation. Ils prétendent, au passage, avoir eu l'opportunité – volontairement non concrétisée – de couper l'accès à internet dans 35 États (sans qu'on sache desquels il s'agit). « *Un jour, ceux qui franchiront les portes ouvertes [iront plus loin]* », déclarent-ils à ce sujet.

On rappellera qu'eux-mêmes n'ont pas donné de véritables limites à leurs actions. Ils se sont notamment réservé, en cas d'échec des négociations avec les victimes, un plein droit d'usage des données dérobées. Vente, *phishing*, *name & shame*...

Les dernières règles « officielles » donnaient aux victimes trois jours à compter de l'attaque pour amorcer les négociations. En l'absence d'initiative, elles s'exposaient à la mise en ligne partielle de leurs données, avec notification des clients, des partenaires et des régulateurs. Puis à une

publication intégrale après un délai de 10 jours.

« *Nous recherchons les informations sous NDA et tout ce qui peut servir de levier à un procès* », avait expliqué l'équipe Maze au printemps dernier. Elle avait alors décrété des remises sur les rançons, dans le cadre d'une « opération spéciale pandémie ».

Pourquoi Maze s'appelle-t-il Maze ?
<p>« <i>Nous reviendrons quand le monde se sera transformé [...] pour vous montrer vos erreurs et vous sortir du labyrinthe</i> ».</p> <p>Cette phrase figure dans le communiqué. Elle pourrait justifier le nom du <i>ransomware</i>, « labyrinthe » se traduisant, en anglais, par « maze ».</p>

Photo d'illustration © Yu. Samoilov via Visualhunt / CC BY